

Accord de gouvernement

L'OPPOSITION

“Les citoyens ne seront pas récompensés de leurs efforts”

FDF

OLIVIER MAINGAIN

Président du FDF

Entretien **Mathieu Colley**

Une réaction aux mesures socio-économiques, saucée “suédoise” ?

Sous réserve d'inventaire car le détail de cet accord n'est pas encore connu. Ce qui me frappe, c'est que le MR s'est considérablement éloigné de son engagement fondamental: une réforme fiscale budgétairement autosupportée sans augmentation d'impôt au bénéfice des revenus du travail. Cet objectif est abandonné. On constate, par exemple, que la TVA va augmenter.

Bart De Wever parle d'une réforme à 400 millions d'euros...

Des cacahuètes. Cela ne ressemble en rien à la grande réforme fiscale qui devait libérer les revenus du travail. L'écart entre revenus du travail et allocation ne sera pas creusé significativement. La dynamique du retour au travail ne sera pas encouragée par une réforme fiscale. On fera l'inventaire de tout ce que le MR refusait dans son programme: toucher l'indexation des salaires ou à l'âge légal des pensions.

Un saut d'index, n'est-ce pas une bonne chose ?

Tout est dans les modalités. Je ne dis pas qu'il ne fallait pas y toucher. Mais nous nous proposons que l'indexation soit revue au-delà de 3000 euros net. En clair, les hauts salaires seraient privés de l'index sur une partie de leurs revenus. Ce n'est pas ce qui est annoncé.

Le saut d'index est une bonne nouvelle pour les finances régionales. A Bruxelles, où vous êtes au pouvoir, allez-vous en profiter ?

Que va-t-il se passer? Les syndicats, considérant que la hache de guerre a été déterrée, voudront remonter les barèmes dans la fonction publique. Le saut d'index expose les Régions.

Souhaitez-vous compenser le saut d'index dans la fonction publique régionale ?

Les Régions n'ont pas les moyens de faire une revalorisation générale des barèmes. Une compensation ne s'improvise pas.

En pensions, les mesures sont bien structurelles.

Nous disions que le relèvement de l'âge légal de la pension était inéluctable mais uniquement pour les gens qui commencent une carrière. Ici, on parle de gens qui sont en cours de carrière. Il faudra voir quelles sont les mesures d'accompagnement pour les fins

de carrière. Si c'est pour amener les gens à ne pas être en mesure de faire une carrière complète – on parle de 45 ans au minimum – c'est tromper les citoyens.

Le monde patronal se félicite d'enfin avoir un cap clair.

La nécessité était d'avoir un cap clair accompagné d'un équilibre. On ne peut pas faire pencher la balance uniquement en faveur de la compétitivité des entreprises. Une vraie réforme fiscale sur le travail est le meilleur levier pour un pouvoir d'achat qui soutient l'activité économique. Jusqu'où, en contrepartie, le monde patronal devra-t-il créer de l'emploi? Quid du contrôle? On le découvrira.

Assouplir la trajectoire budgétaire jusqu'en 2018, une bonne chose ?

Ceux qui ont fait campagne, la N-VA et le MR, en disant que tout assouplissement serait l'aveu d'un manque de rigueur sont les premiers à l'appliquer. On peut demander des efforts aux citoyens en temps de crise. Encore faut-il que les citoyens soient récompensés au bout du chemin. Avec l'abandon de la réforme fiscale, les gens ont bien compris que ce ne sera pas le cas. La fiscalité reste lourde, voire sera alourdie, sans garantie de création d'emplois ou d'amélioration du pouvoir d'achat.

Le “stop institutionnel” semble confirmé. Tant mieux ?

On va retrouver le communautaire dans la pratique du gouvernement. On va sans doute avoir un ministre de l'Intérieur N-VA. J'attends son discours sur le refinancement indispensable des zones de police bruxelloises. On verra ses exigences, ses chantages. On va retrouver le rapport de forces institutionnel dans toutes les décisions du gouvernement.

Ce gouvernement tiendra-t-il, selon vous ?

Le vrai débat se jouera entre partis flamands. On sait comment ça marche. Il y a toujours un parti qui, malgré un accord de gouvernement, fait reculer les limites. Le CVP a fait cela pendant longtemps; maintenant, ce sera la N-VA. Jusqu'où le CD&V devra-t-il reculer et faire accepter des concessions à sa base syndicale? Jusqu'à une rupture entre la gauche du CD&V et la N-VA.

Quelle est votre position dans le dossier Arco ?

Notre position est claire: le droit européen doit primer. J'attends de voir la justification juridique qu'ils vont donner à leur montage pour revenir en aide aux coopérateurs d'Arco. Je doute qu'ils y arrivent. La jurisprudence de la Cour européenne de justice était très claire.

“Ils protègent le capital”

PS

KARINE LALIEUX

Députée fédérale

Entretien Stéphane Tassin

Êtes-vous rassurée ou effarée par ce que l'on sait déjà de l'accord du nouveau gouvernement fédéral ?

On espérait sans doute moins pire. C'est un gouvernement antisocial. Tous les Belges vont trinquer. C'est la coalition du mensonge et de la tromperie.

Pourquoi du mensonge et de la tromperie ?

Dimanche dernier en télé, un représentant du MR disait encore qu'ils ne toucheraient pas à l'âge légal de la pension. Ce n'est pas de cette manière qu'il faut travailler, c'est le taux d'emploi jusqu'à 65 ans qu'il faut augmenter, pas l'âge légal. Et pour financer les pensions on nous disait aussi que d'autres types de revenus devaient y contribuer et je ne vois rien qui va dans ce sens.

Si le PS revient au pouvoir dans cinq ans, vous abrogez cette mesure ?

“Interpellant et inquiétant”

CDH

CATHERINE FONCK

Secrétaire d'Etat (Energie et Mobilité) en affaires courantes

Entretien Antoine Clevers

Le CDH aurait pu faire partie du gouvernement. Des regrets ?

On peut partager certains objectifs. Oui, en termes de pension, il ne faut pas reporter la charge sur les générations futures. Oui, il faut limiter les dépenses de l'Etat. Oui, il est important d'améliorer la compétitivité des entreprises. Mais les mesures choisies sont extrêmement interpellantes...

Pourquoi ?

Parce que ceux qui vont être mis à contribution sont les classes moyennes, les familles et ceux qui font déjà le plus d'efforts. Ils vont être sanctionnés ! Une personne qui fera l'effort de travailler jusqu'à 65 ans, devra aller jusqu'à 67. Il faut plutôt inciter les gens à partir le plus près possible de l'âge légal de la pension (65 ans); ça n'a pas de sens de repousser cette limite. J'aurais préféré des mesures positives pour aménager les fins de carrières. Sur le tutorat, par exemple, sur la mobi-

On ne réagit pas avec des “si”. Nous n'allons pas faire des promesses maintenant, ce ne serait pas sérieux. Ce qui est clair, c'est que nous ne l'aurions jamais fait. C'est totalement idéologique, cette mesure vient de la N-VA. De Wever n'a eu de cesse de le répéter hier sur les télévisions flamandes, c'est lui le grand architecte de cet accord. Sur l'index aussi ils ont menti. Ils avaient promis de ne pas y toucher. Là ils visent clairement les classes moyennes. Il est bon d'expliquer au citoyen que le saut d'index, c'est valable pour toute la vie. Si cela ne représente pas énormément par mois, sur une carrière cela peut atteindre près de 20 000 €. C'est une mauvaise mesure pour l'économie, c'est purement idéologique.

On ne trouve pas de trace de la grande réforme fiscale annoncée durant la campagne par le MR. Vous êtes satisfaite ?

Une réforme fiscale peut être positive si on va vers les niches fiscales, chez ceux qui sont dans des situations très confortables. J'ai entendu Reynders, il disait que le capital allait rapporter 500 millions d'euros. Je rappelle que Di Rupo l'a fait sur 7 milliards d'euros. Cette coalition protège le capital.

On peut également penser que la mise au travail, deux demi-jours par semaine, des chômeurs longue durée vous agace ?

C'est une stigmatisation des demandeurs d'emploi. On sous-entend que ce sont tous des profiteurs. C'est honteux qu'on ne vienne plus me dire que ce gouvernement est de centre droit. C'est de la droite forte.

Ils ont quand même respecté la promesse de ne pas ouvrir de volet institutionnel, non ?

Nous verrons si dans toutes les mesures qui seront prises en matière de sécurité sociale, de refinancement de la SNCB, le communautaire ne s'y cache pas.

lité dans la carrière professionnelle, sur le temps de travail.

Ce sera 67 ans en 2030 et 66 en 2025. Du très long terme...

Toutes les personnes qui ont aujourd'hui moins de 50 ans sont concernées. Enormément de monde. Le MR n'avait pas annoncé la couleur pendant la campagne. Même chose sur le saut d'index. Apparemment, il y aura des mécanismes correcteurs pour les plus bas revenus et les plus basses allocations. Encore heureux ! Mais ce sont à nouveau les classes moyennes qui seront touchées.

Un seul saut d'index, c'est si terrible ?

Mais c'est une perte qui se fera sentir chaque année, pendant toute la vie. Un exemple. Quelqu'un qui gagne 3 200 euros par mois aura une perte de 500 euros par an, qui ne sera jamais rattrapée. C'est donc une perte de 500 euros chaque année. Sur une carrière de 40 ans, ça fait 20 000 euros.

En échange, le saut d'index doit permettre aux entreprises de dégager des moyens pour créer des emplois. N'est-ce pas un mal pour un bien ?

Oui, mais ceux qui seront mis à contribution sont ceux qui font déjà le plus d'efforts. Ils vont être encore plus pressés comme des citrons. Je vois que le CD&V avait mis sur la table des propositions pour déplacer la fiscalité du travail vers les très hauts revenus et vers le capital. Ça n'a pas été retenu... On nous promettait une réforme fiscale d'ampleur pour augmenter le salaire poche des travailleurs, c'est l'inverse qui est en train de se produire... Même chose pour les PME. Les intérêts notionnels sont maintenus, alors qu'on sait que le mécanisme ne leur rapporte presque rien. Dans ce secteur, on aurait pu attendre nettement plus d'un gouvernement comme celui-ci. On reste sur notre faim. Le choix des mesures est interpellant et inquiétant.

“On fait le lit de l'extrême droite” Ecolo

EMILY HOYOS

Co-présidente du parti

Entretien **Stéphane Tassin**

Les premières mesures annoncées par le nouveau gouvernement fédéral vous inquiètent-elles ?

Tout d'abord, je tiens à préciser que je m'exprime sur ce que l'on sait. Nous n'avons pas encore entre les mains la totalité de l'accord. Je préciserai deux choses. Premièrement, le problème de cette coalition kamikaze, ce ne sont pas les kamikazes mais les victimes, ceux qui vivent la crise de plein fouet et qui ne seront pas épargnés. Les Belges attendent des réponses à la crise et pas des problèmes en plus. Deuxièmement, cette coalition va appliquer de vieilles recettes. On prolonge le nucléaire, on procède à un saut d'index, on relève l'âge légal de la pension. Il n'y a aucune vision. Ils parlent de lever des tabous. Quels sont-ils ces tabous ?

La mesure sur les travaux d'intérêt général proposés aux chômeurs de longue durée ne trouve pas grâce à vos yeux ?

Les travaux d'intérêt général, ce sont des vrais métiers. Que l'on forme les chômeurs pour occuper ces métiers, d'accord,

ça c'est un projet. Par contre, cette mesure dévalorise ceux qui font déjà ces métiers. A long terme cela ne créera pas d'activités économiques. C'est un broi de plus pour la pomme des communes. Tout cela m'inspire une autre réflexion. Malgré le climat électoral qui démontrait le fossé abyssal entre le politique et le citoyen, ils se sont assis sur de très nombreuses promesses électorales – comme le fait de participer à un gouvernement avec la N-VA et le relèvement de l'âge de la pension. Le MR continue de creuser ce fossé. En faisant cela, on fait le lit de l'extrême droite.

Ils l'avaient promis, il n'y a aucun volet institutionnel dans cet accord ?

C'est normal, la réforme de l'Etat, elle a été faite. Je constate quand même qu'en finançant moins la SNCB ou en mettant la pression sur la sécurité sociale on affaiblit ces liens qui unissent les Belges. En détricotant ces liens, on affaiblit le pays. En faisant cela, la N-VA agit de manière plus perverse et en acceptant cela, le MR fait des concessions dangereuses.

Les éléments connus de l'accord sont pires que ceux que vous attendiez ?

Ces trois dernières années on a vu une série de tabous voler en éclats et une série de remparts pour protéger les plus faibles êtres démontés brique par brique. Je parle ici des mesures prises contre les chômeurs ou la réforme des pensions décidées par le gouvernement Di Rupo. Nous nous attendions à ce que cela continue. En cela, nous ne sommes pas surpris. Par contre, tout ce qui touche au quotidien des gens n'est pas pris en compte. Je citerai par exemple l'énergie. Les Belges vont vivre cinq années difficiles. Ce gouvernement manque d'ambition, de créativité et met en place de grandes injustices sociales.

Réactions

Les patrons ravis, les syndicats furieux

► **UCM.** L'Union des classes moyennes “se réjouit de la formation d'un gouvernement fédéral autour d'un programme qui comporte beaucoup de points positifs. La priorité est clairement économique : permettre aux entreprises de se créer, de grandir et de générer des emplois. Les sacrifices demandés seront utiles si chacun garde son sang-froid et collabore à cet objectif”.

► **FEB.** La Fédération des entreprises de Belgique (FEB) réagit elle aussi positivement à cet accord qui “comporte tous les ingrédients nécessaires au relèvement de la croissance et à la création de nouveaux emplois”, et offre “un ensemble cohérent visant

à renforcer notre compétitivité”.

► **SNI.** Le Syndicat neutre pour indépendants estime que l'accord constitue “une rupture de tendance” : la suppression des crédits-temps “sans motif”, la baisse des cotisations patronales, la modification des règles pour le travail des étudiants ou l'introduction du service à la communauté pour les chômeurs de longue durée.

► **FGTB.** Les mesures sur lesquelles semblent tomber d'accord les formateurs du futur gouvernement “sont encore plus graves que prévu” et reposent “sur le dos des travailleurs”, a dénoncé mardi le président du syndicat socialiste, Rudy De Leeuw.

► **CSC.** Le syndicat chrétien dénonce pour sa part une politique contre Monsieur Tout-le-Monde et les pauvres. Le président du syndicat chrétien, Marc Leemans,

estime que le relèvement de l'âge de la retraite est “une goutte de plus dans un vase déjà rempli d'horreur absolue”. “Tout se fait sur le dos du travailleur et de l'allocataire social. Les riches restent épargnés.”

► **CGSLB.** Même son de cloche du côté du syndicat libéral, qui se dit “consterné” par les mesures envisagées. “Vouloir en même temps augmenter l'âge de la pension et opérer des coupes claires dans le crédit-temps et les emplois de fin de carrière constitue un grave recul en matière de travail soutenable.”

► **PTB.** “Le gouvernement Michel I^{er} a fait son coming out mardi soir, comme un gouvernement qui appauvrit les travailleurs, les pensionnés, les jeunes et enrichit les actionnaires”, a dénoncé mercredi le porte-parole du Parti du Travail de Belgique, Raoul Hedebouw.

LES ÉCONOMISTES

“Laissons le bénéfice du doute”

Geert Noels

Chef économiste et fondateur de la société Econopolis.

Est-ce réellement un gouvernement de “redressement économique”, comme le dit Bart De Wever ?

Il est difficile de juger car nous ne connaissons pas encore toutes les mesures, notamment sur les questions liées à la compétitivité des entreprises, même si on sait qu'il y a un accord sur l'équilibre budgétaire ou sur les pensions. Car le diable se cache souvent dans les détails. En première analyse, le projet gouvernemental me semble assez équilibré par rapport à ceux qui nourrissent des craintes de voir émerger un gouvernement qui aurait été à droite toute. Un exemple avec le chômage, où le gouvernement ne semble pas avoir voulu suivre une voie à la suédoise, à la danoise ou à la scandinave avec des mesures radicales visant notamment les chômeurs de longue durée, en limitant par exemple les allocations dans le temps. Sur le plan budgétaire, en postposant à 2018 l'équilibre, la piste choisie n'a pas non plus été celle de l'austérité pure et dure. Les mesures sont donc plus douces que ce que certains avaient craint.

Les mesures annoncées vont-elles redresser la compétitivité de nos entreprises ?

Sur ce chapitre important de la compétitivité, on a bien caché jusqu'à présent les vraies mesures. Un saut d'index a été décidé mais avec l'inflation actuelle, quasi nulle, cela ne restaurera pas la compétitivité. Sauf à supposer que l'inflation reparte brusquement à la hausse, ce qui n'est pas ce qui est attendu. Mais le plus important est d'avoir un gouvernement fédéral qui va contribuer à la stabilité économique et financière de ce pays. Laissons-lui le bénéfice du doute.

Mais un vent de contestation sociale risque de souffler rapidement...

Je pense que les organisations syndicales et patronales voient que le monde change autour d'elles. Sur la question du report de l'âge légal du départ à la retraite, il aurait été irresponsable de ne rien faire en raison de l'augmentation de l'espérance de vie et du dérapage du coût budgétaire lié au vieillissement de la population. En 2030, ou bien on aura initié des réformes sur le financement des pensions, ou bien il n'y aura plus de pensions du tout...

V.S.

“Je préfère des baisses ciblées de charges”

Etienne de Callatay

Chef économiste de la Banque Degroof

D'un point de vue économique, les mesures annoncées vous plaisent-elles ?

De nombreux éléments vont dans le bon sens. Par exemple, le relèvement de l'âge légal de la pension est une bonne chose. Certains pensent à tort qu'il faut se concentrer sur l'âge effectif du départ à la retraite. Mais ce prolongement de deux ans va se répercuter sur de nombreux plans de prépension. J'aimerais cependant que ceux qui ont commencé très jeunes à travailler ne soient pas pénalisés. Si tout le monde travaillait 42 ans, il n'y aurait pas de problème.

Pensez-vous que ce nouveau gouvernement pourra relancer la croissance ?

Il ne faut pas croire que le paysage socio-économique sera complètement différent demain. De toute façon, la santé de l'économie belge dépend moins des décisions du gouvernement que de la santé économique de l'Europe. La baisse des cotisations patronales fera du bien aux entreprises, même si j'aurais préféré une mesure ciblée sur les bas revenus. Les réductions linéaires de charges améliorent la compétitivité, tandis que les baisses ciblées favorisent l'emploi. Le saut d'index est également très positif.

D'autant plus qu'un correctif sera apporté sur les bas salaires.

Au niveau fiscal, ce n'est pas le grand chambardement...

Le paysage fiscal ne sera pas grandement modifié. Je note cependant que le gouvernement veut augmenter le pouvoir d'achat des ménages, ce qui est une bonne chose. Il est très intéressant de passer par l'augmentation de la quotité exemptée d'impôt ou par la hausse des déductions forfaitaires de charges. Ces mesures sont faciles à mettre en place administrativement.

Le taux de TVA réduit sur la rénovation sera appliqué après 10 ans au lieu de 5. Une bonne chose ?

D'une manière générale, je suis opposé aux exceptions en ce qui concerne le taux de TVA. Et ce n'est pas parce que le risque de recourir au travail au noir est accru qu'il faut abdicquer.

L.Lam.

“Réduire les dépenses est un bon signal”

Sylviane Delcuve

Senior economist chez BNP Paribas Fortis.

Quelle est votre appréciation des premières mesures dévoilées de l'accord de gouvernement ?

Le volet réduction des dépenses est sans conteste un pas dans la bonne direction. Cette approche n'avait pas été suffisamment suivie par le passé. Depuis la crise, quasiment rien, en effet, n'avait été fait. La Belgique se retrouvait dès lors à la traîne par rapport à d'autres pays. Cette décision est donc une bonne chose car elle devrait donner un bon signal à l'extérieur, pour autant, bien entendu, que tout se passe comme prévu dans l'accord de gouvernement. Globalement, l'accord de gouvernement n'a pas pris de mesures qui font peur, dans le secteur immobilier par exemple, de nature à créer un mini-tsunami.

Il y a quand même la volonté de porter l'âge légal de la pension à 67 ans, ce qui suscite pas mal de réactions.

Il faut comprendre cette mesure comme la volonté d'aligner l'âge de la pension sur la réalité économique, c'est-à-dire l'augmentation de l'espérance de vie. Dans la pratique, il faut bien reconnaître que les entreprises ne souhaitent pas que les gens travaillent aussi longtemps.

Pour en revenir au secteur immobilier...
Le gouvernement n'a pas pris de me-

sures du pire. C'est vrai que la décision de repousser l'application du taux de TVA de 6% pour les travaux de rénovation pour les habitations de plus de dix ans au lieu de cinq ans va jeter un petit coup de froid sur le secteur de la construction. Mais pour le secteur immobilier pris dans sa globalité, aucune mesure n'a été prise qui aurait pu le déstabiliser, alors que cela a par exemple été le cas aux Pays-Bas voilà quelques années.

Quid de la hausse de certaines accises ?

Pour les accises, c'est la ficelle habituelle. Il y a toujours une part de hausse dans un exercice budgétaire. Je remarque toutefois qu'elle touche les alcools et non la bière. C'est une manière de protéger un secteur important en Belgique, comme d'autres l'ont fait pour le vin.

P.D.-D.

REVUE DE PRESSE NÉERLANDOPHONE

Plus positive qu'une réforme de l'Etat...

■ Les éditorialistes flamands attendent beaucoup, à long terme, des réformes promises.

Dans la presse flamande, les premiers commentaires sur l'accord de gouvernement étaient plutôt positifs, sinon réalistes. Il est vrai que le gouvernement "suédois" correspond, pour ce qui est du nord du pays à ce que les Flamands ont voulu dans les urnes du 25 mai. Là où, du côté francophone, le MR se retrouve bien seul...

Il faudra des réformes, absolument

Dans "De Morgén", Yves Desmet, qu'on ne peut accuser de rouler pour les nationalistes flamands, constata d'emblée que "le Voka l'a emporté sur le Mouvement flamand". Ainsi donc la N-VA a "un peu mis de côté le communautaire, l'alpha et l'oméga du parti, pour réaliser un pur agenda socio-économique de droite". Certes, "l'opposition à cette coalition se rendra vite compte que toutes les mesures des "suédois" fourniront assez de bois à brûler pour entretenir tout un hiver les foyers de la résistance". Mais "ils devront admettre que prolonger le temps de travail sera inévitable, même si c'est particulièrement désagréable"...

Eric Donckier parlait, pour sa part, "d'un signal important" dans le "Belang van Limburg" à propos de la décision de postposer l'âge de la pension. "La décision doit être comprise comme un signal en direction des citoyens que le nouveau gouvernement est réellement soucieux pour nos régimes de pension. En fait, ces décisions auraient déjà dû être prises de-

puis longtemps. Mais le gouvernement Verhofstadt a dilapidé toute une conjoncture positive, le gouvernement Letermé a succombé à des tensions communautaires et le gouvernement Di Rupo n'a pas osé"...

Jan Segers, du "Laatste Nieuws", évoqua aussi l'épineux dossier des pensions: "L'âge de la pension est vraisemblablement la mesure la plus inattendue et sera la réforme la plus controversée de ce gouvernement. C'est l'exemple parfait

d'une mesure à long terme que devrait adopter tout gouvernement prévoyant sans pour autant brusquer les citoyens." Pour Segers, il faut aller au-delà: "Celui qui souhaite ardemment qu'on travaille plus longtemps doit veiller à ce qu'il y ait du travail adapté et plus agréable pour les quinquagénaires et les sexagénaires. Dans ce qu'il ambitionne et entreprendra, le gouvernement Michel devra trouver un juste équilibre entre le courage politique et une empathie humaine, entre une sévérité de principe et une attention personnalisée. S'il y parvient, la Belgique sera dans cinq ans un meilleur endroit pour travailler et pour se reposer, pour habiter et pour vivre." Et d'ajouter, en français dans le texte: "Bonne chance"...

Du sang, de la sueur et des larmes

Bart Brinckman, éditorialiste du "Standaard", a aussi fait un premier bilan des négociations: "Elles ont à certains moments coûté du sang, de la sueur et des larmes. Et de temps en temps, il y a eu des petits numéros de jeunes impubères", mais apparemment le jeu en vaut la chan-

delle, puisque "les quatre partis veulent remettre le pays sur de meilleurs rails so-

cio-économiques et atteindre un budget en équilibre à l'horizon de 2018". Evoquant "l'horreur sociale" annoncée à gauche, Bart Brinckman rétorque que "ce cabinet a le mérite de la clarté. Les partis qui en feront partie sont liés sur le plan idéologique avec des ajustements du CD&V et dans une moindre mesure du MR pour arrondir des angles trop à droite". Ce ne sera pas évident de voir la croissance l'emporter finalement, "mais par une restauration de la compétitivité et un renforcement du pouvoir d'achat (même si un saut d'index pourrait l'anéantir partiellement)", on pourrait y tendre. Et de constater "que ça fera plus de bien à la Belgique qu'une énième réforme de l'Etat".

Il souhaite aussi qu'on ne se contente pas de prolonger la durée du travail, mais qu'on prépare aussi des mesures pour atténuer ces moments difficiles, question de garder un avenir respirable pour les aînés belges qui ne cesseront d'augmenter dans les temps à venir...

Christian Laporte

"Michel devra trouver un juste équilibre entre le courage politique et une empathie humaine, entre une sévérité de principe et une attention personnalisée. [...] Bonne chance..."

JAN SEGERS
Editorialiste du
"Laatste Nieuws".

Épinglé

Françoise Pigeolet bourgmestre de Wavre

Remplaçante. La décision n'est officiellement pas encore tombée, mais il semble que c'est Françoise Pigeolet, première échevine à Wavre, qui devrait remplacer Charles Michel, bientôt bourgmestre empêché de Wavre. Agée de 57 ans, cette mère de deux enfants est également directrice d'administration de l'Economie, de l'Agriculture et du Tourisme à la province du Brabant wallon. Elle avait déjà remplacé Charles Michel lorsqu'il était ministre fédéral. Une autre question se pose également sur le titre que portera la remplaçante du prochain Premier ministre belge. En effet, si, précédemment, il était de tradition de porter le titre de bourgmestre faisant fonction, la tendance actuelle, initiée par de nombreux ministres wallons (Magnette, Prévot, Furlan, Demotte, etc.) est de nommer plutôt un échevin délégué aux fonctions maïorales. **S.Ta.**